



---

# Revue LES TISONS

---

*Revue Internationale des Sciences de l'Homme et de la Société (RISHS)*



Revue indexée par

**ESJI** Eurasian  
Scientific  
Journal  
Index  
[www.ESJIndex.org](http://www.ESJIndex.org)

<http://esjindex.org/search.php?id=6845>

e-ISSN: 2756-7532; p-ISSN: 2756-7524

*Revue LES TISONS - N° 0002 - Décembre 2024*



---

# Revue LES TISONS

---





---

# Revue LES TISONS

---

*Revue Internationale des Sciences de l'Homme et de la Société (RISHS)*



Revue indexée par

**ESJI** Eurasian  
Scientific  
Journal  
Index  
[www.ESJIndex.org](http://www.ESJIndex.org)

<http://esjindex.org/search.php?id=6845>

e-ISSN: 2756-7532; p-ISSN: 2756-7524

*Revue LES TISONS - N° 0002 - Décembre 2024*

e-ISSN: 2756-7532; p-ISSN: 2756-7524  
<http://esjindex.org/search.php?id=6845>  
<http://www.revuelestisons.bf>  
[lestisons@revuelestisons.bf](mailto:lestisons@revuelestisons.bf)

S/C Université Joseph KI-ZERBO  
BV 30053 OUAGA 1200 Logements

10020 OUAGADOUGOU - Burkina Faso  
(+226) 66006650/70104853

## **PRÉSENTATION**

Sous l'impulsion de M. Fatié OUATTARA, Professeur titulaire de philosophie à l'Université Joseph KI-ZERBO, et avec la collaboration d'Enseignants-Chercheurs et Chercheurs qui sont, soit membres du Centre d'Études sur les Philosophies, les Sociétés et les Savoirs (CEPHISS), soit membres du Laboratoire de philosophie (LAPHI), une nouvelle revue vient d'être fondée à Ouagadougou, au Burkina Faso, sous le nom de « Revue LES TISONS ».

Revue internationale des Sciences de l'Homme et de la Société, la Revue LES TISONS vise à contribuer à la diffusion de théories, de connaissances et de pratiques professionnelles inspirées par des travaux de recherche scientifique. En effet, comme le signifie le Larousse, un tison est un « morceau de bois brûlé en partie et encore en ignition ».

De façon symbolique, la Revue LES TISONS est créée pour mettre ensemble des tisons, pour rassembler les chercheurs, les auteurs et les idées innovantes, pour contribuer au progrès de la recherche scientifique, pour continuer à entretenir la flamme de la connaissance, afin que sa lumière illumine davantage les consciences, éclaire les ténèbres, chasse l'ignorance et combatte l'obscurantisme à travers le monde.

Dans les sociétés traditionnelles, au clair de lune et pendant les périodes de froid, les gens du village se rassemblaient autour du feu nourri des tisons : ils se voient, ils se reconnaissent à l'occasion ; ils échangent pour résoudre des problèmes ; ils discutent pour voir ensemble plus loin, pour sonder l'avenir et pour prospecter un meilleur avenir des sociétés. Chacun doit, pour ce faire, apporter des tisons pour entretenir le feu commun, qui ne doit pas s'éteindre.

La Revue LES TISONS est en cela pluridisciplinaire, l'objectif fondamental étant de contribuer à la fabrication des concepts, au renouvellement des savoirs, en d'autres mots, à la construction des connaissances dans différentes disciplines et divers domaines de la science. Elle fait alors la promotion de l'interdisciplinarité, c'est-à-dire de l'inclusion dans la diversité à travers diverses approches méthodologiques des problèmes des sociétés.

Semestrielle (juin, décembre), thématique au besoin pour les numéros spécifiques, la Revue LES TISONS publie en français et en anglais des articles inédits, originaux, des résultats de travaux pratiques ou empiriques, ainsi que des mélanges et des comptes rendus d'ouvrages dans le domaine

des Sciences de l'Homme et de la Société : **Anthropologie, Communication, Droit, Écologie, Économie, Environnement, Géographie, Histoire, Linguistique, Philosophie, Psychologie, Sociologie, Sciences politiques, Sciences de gestion, Sciences de la population, etc.**

Peuvent publier dans la Revue LES TISONS, les Chercheurs, les Enseignants-Chercheurs et les doctorants dont les travaux de recherche s'inscrivent dans ses objectifs, thématiques et axes.

La Revue LES TISONS comprend une Direction de publication, un Secrétariat de rédaction, un Comité scientifique et un Comité de lecture qui assurent l'évaluation en double aveugle et la validation des textes qui lui sont soumis en version électronique pour être publiés (en ligne et papier).

#### **MODE DE SOUMISSION ET DE PAIEMENT**

La soumission des articles se fait à travers le mail suivant : [lestisons@revuelestisons.bf](mailto:lestisons@revuelestisons.bf).

L'évaluation et la publication de l'article sont conditionnées au paiement de la somme de cinquante mille (50.000) francs CFA, en raison de vingt mille (20.000) francs CFA de frais d'instruction et trente mille (30.000) francs CFA de frais de publication. Le paiement desdits frais peut se faire par Orange money (00226.66.00.66.50, identifié au nom de OUATTARA Faté), par Western Union ou par Money Gram.

#### **CONSIDÉRATION ÉTHIQUE**

Les contenus des articles soumis et publiés (en ligne et en papier) par la Revue LES TISONS n'engagent que leurs auteurs qui cèdent leurs droits d'auteur à la revue.

#### **NORMES ÉDITORIALES**

Les textes soumis à la Revue LES TISONS doivent avoir été écrits selon les NORMES CAMES/LSH adoptées par le CTS/LSH, le 17 juillet 2016 à Bamako, lors de la 38<sup>e</sup> session des CCI.

Pour un article qui est une contribution théorique et fondamentale : Titre, Prénom et Nom de l'auteur, Institution d'attache, adresse électronique, Résumé en Français, Mots clés, Abstract, Key words, Introduction (justification du thème, problématique, hypothèses/objectifs scientifiques, approche), Développement articulé, Conclusion, Bibliographie.



Pour un article qui résulte d'une recherche de terrain : Titre, Prénom et Nom de l'auteur, Institution d'attache, adresse électronique, Résumé en Français, Mots clés, Abstract, Key words, Introduction, Méthodologie, Résultats et Discussion, Conclusion, Bibliographie.

Les articulations d'un article, à l'exception de l'introduction, de la conclusion, de la bibliographie, doivent être titrées, et numérotées par des chiffres (ex : 1. ; 1.1.; 1.2; 2.; 2.2.; 2.2.1; 2.2.2.; 3.; etc.).

Les passages cités sont présentés en romain et entre guillemets. Lorsque la phrase citant et la citation dépassent trois lignes, il faut aller à la ligne, pour présenter la citation (interligne 1) en romain et en retrait, en diminuant la taille de police d'un point.

Les références de citation sont intégrées au texte citant, selon les cas, de la façon suivante :

- (Initiale(s) du Prénom ou des Prénoms de l'auteur. Nom de l'Auteur, année de publication, pages citées);
- Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms de l'auteur. Nom de l'Auteur (année de publication, pages citées).

*Exemples :*

En effet, le but poursuivi par M. Ascher (1998, p. 223), est « d'élargir l'histoire des mathématiques de telle sorte qu'elle acquière une perspective multiculturelle et globale (...), d'accroître le domaine des mathématiques : alors qu'elle s'est pour l'essentiel occupé du groupe professionnel occidental que l'on appelle les mathématiciens (...) ».

Pour dire plus amplement ce qu'est cette capacité de la société civile, qui dans son déploiement effectif, atteste qu'elle peut porter le développement et l'histoire, S. B. Diagne (1991, p. 2) écrit :

Qu'on ne s'y trompe pas : de toute manière, les populations ont toujours su opposer à la philosophie de l'encadrement et à son volontarisme leurs propres stratégies de contournements. Celles là, par exemple, sont lisibles dans le dynamisme, ou à tout le moins, dans la créativité dont sait preuve ce que l'on désigne sous le nom de secteur informel et à qui il faudra donner l'appellation positive d'économie populaire.

Le philosophe ivoirien a raison, dans une certaine mesure, de lire, dans ce choc déstabilisateur, le processus du sous-développement. Ainsi qu'il le dit :

Le processus du sous-développement résultant de ce choc est vécu concrètement par les populations concernées comme une crise globale : crise socio-économique (exploitation brutale, chômage permanent, exode accéléré et douloureux), mais aussi crise socio-

culturelle et de civilisation traduisant une impréparation sociohistorique et une inadaptation des cultures et des comportements humains aux formes de vie imposées par les technologies étrangères. (S. Diakité, 1985, p. 105).

Les sources historiques, les références d'informations orales et les notes explicatives sont numérotées en série continue et présentées en bas de page.

Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : NOM et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, Zone titre, Lieu de publication, Zone Editeur, pages (p.) occupées par l'article dans la revue ou l'ouvrage collectif. Dans la zone titre, le titre d'un article est présenté en romain et entre guillemets, celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une revue ou d'un journal est présenté en italique. Dans la zone Editeur, on indique la Maison d'édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la revue (pour un article). Au cas où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre le nom du traducteur et/ou l'édition (ex : 2<sup>nd</sup>e éd.).

Ne sont présentées dans les références bibliographiques que les références des documents cités. Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteur :

AMIN Samir, 1996, *Les défis de la mondialisation*, Paris, L'Harmattan.

AUDARD Cathérine, 2009, *Qu'est ce que le libéralisme ? Ethique, politique, société*, Paris, Gallimard.

BERGER Gaston, 1967, *L'homme moderne et son éducation*, Paris, PUF.

DIAGNE Souleymane Bachir, 2003, « Islam et philosophie. Leçons d'une rencontre », *Diogène*, 202, p. 145-151.

DIAKITE Sidiki, 1985, *Violence technologique et développement. La question africaine du développement*, Paris, L'Harmattan.

L'article doit être écrit en format « Word », police « Times New Roman », Taille « 12 pts », Interligne « simple », positionnement « justifié », marges « 2,5 cm (haut, bas, droite, gauche) ». La longueur de l'article doit varier entre 30.000 et 50.000 signes (espaces et caractères compris). Le titre de l'article (15 mots maxi, taille 14 pts, gras) doit être écrit (français, traduit en anglais, vice-versa).

Le(s) Prénom(s) sont écrits en lettres minuscules et le(s) Nom(s) en lettres majuscules suivis du mail de l'auteur ou de chaque auteur (le tout en taille 12 pts, non en gras).

Le résumé (200 mots maxi, taille 12 pts) de l'article et les mots clés (05) doivent être écrits et traduits en français/anglais.

#### **DIRECTION DE PUBLICATION**

*Directeur* : Pr Fatié OUATTARA, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso)

*Directeur adjoint* : Dr Moussa COULIBALY, Assistant, Économiste, Université Nazi Boni (Burkina Faso)

#### **RESPONSABLE DES FINANCES**

Mme Fati IDOGO, Agent des Services administratifs et financiers, UFR/SH, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso)

#### **SECRÉTARIAT DE RÉDACTION**

*Secrétaire* : Dr Noumoutiè SANGARÉ, Assistant, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso)

*Membres* : Dr Abdoul Azize SODORÉ, MC, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Beli Alexis NÉBIÉ, Assistant, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Boubié BAZIÉ, MA, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Édith DAH, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Mathieu Beli DAÏLA, MA, Linguiste, Université de Dédougou (Burkina Faso); Dr Paul-Marie MOYENGA, MA, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Sampala Fati BALIMA, MC, Politiste, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso); M. Jean Baptiste PODA, Doctorant en Philosophie, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); M. Lazard T. OUÉDRAOGO, Doctorant en Philosophie, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); M. Mahamat OUATTARA, Doctorant en Philosophie, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); M. Saïdou BARRY, Doctorant en Philosophie, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso).

#### **COMITÉ DE LECTURE**

Dr Abdoul Karim SAÏDOU, MC, Politiste, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso); Dr Aimé D. M. KOUDBILA, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr M. Alice SOMÉ/SOMDA, MR, Philosophe, Institut des Sciences des

Sociétés/CNRST (Burkina Faso); Dr Awa OUOBA, MC, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Bouraïman ZONGO, MA, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Calixte KABORÉ, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Cheick Bobodo OUÉDRAOGO, MC, Linguiste, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Clotaire Alexis BASSOLÉ, MC, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Damien DAMIBA, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Dimitri Régis BALIMA, MC, Communicologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Donatien DAYOUROU, MC, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Edwige DEMBÉLÉ, MA, Économiste, Université NAZI BONI (Burkina Faso); Dr Étienne KOLA, MC, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso); Dr Évariste R. BAMBARA, MC, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Ézaïe NANA, IR, Sociologue, INSS/CNRST (Burkina Faso); Dr Fernand OUÉDRAOGO, MA, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Gaoussou OUÉDRAOGO, MC, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Gauthier YÉ, MA, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Georges ROUAMBA, MC, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Hamado KABORÉ, CR, Historien, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso); Dr Hamado OUÉDRAOGO, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Isidore YANOOGO, MC, Géographe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso); Dr Issaka YAMÉOGO, MC, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso); Dr Jean-Baptiste P. COULIBALY, MC, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Jérémi ROUAMBA, MC, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Kalifa DRABO, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Kassem Salam SOURWEIMA, MC, Politiste, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso); Dr Kizito Tioro KOUSSÉ, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Landry COULIBALY, MA, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Lassané YAMÉOGO, MA, Communicologue, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso); Dr Lassina SIMPORÉ, MC, Archéologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Léon SAMPANA, MC, Politiste, Université Nazi BONI (Burkina Faso); Dr Léonce KY, MC, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Madeleine WAYAK PAMBÉ, MC, Démographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Magloire

É. YOGO, MA, Sciences de l'éducation, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Moussa DIALLO, Assistant, Philosophe, Centre universitaire de Manga, UNZ (Burkina Faso); Dr Narcisse Taladi YONLI, MA, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Noumoutiè SANGARÉ, Assistant, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Ollo Pépin HIEN, CR, Sociologue, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso); Dr Pascal BONKOUNGOU, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Paul-Marie BAYAMA, MC, Philosophe, ENS de Koudougou (Burkina Faso); Dr R. U. Emmanuel OUÉDRAOGO, MA, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Rasmata BAKYONO/NABALOU, MC, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Relwendé DJIGUEMDÉ, Assistant, Philosophe, Centre universitaire de Manga, UNZ, (Burkina Faso); Dr Rodrigue BONANÉ, MR, Philosophe, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso); Dr Rodrigue SAWADOGO, MC, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso); Dr Roger ZERBO, MR, Sociologue, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso); Dr Serge SAMANDOU, MR, Philosophe, Institut des Sciences des Sociétés (Burkina Faso); Dr Souleymane SAWADOGO, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Stanislas SAWADOGO, MA, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Tongnoma ZONGO, CR, Sociologue, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso); Dr Yacouba BANWORO, MC, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Zakaria SORÉ, MC, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Zoubere DIALLA, MA, Sociologue, Centre universitaire de Manga, UNZ, (Burkina Faso).

#### **COMITÉ SCIENTIFIQUE INTERNATIONAL**

Pr Abdoulaye SOMA, PT, Constitutionnaliste, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso); Pr Abdramane SOURA, PT, Démographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Abou NAPON, PT, Linguiste, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Aklesso ADJI, PT, Philosophe, Université de Lomé (Togo); Pr Alain Casimir ZONGO, PT, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso); Pr Alkassoum MAÏGA, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Amadé BADINI, PT, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso); Pr Augustin LOADA, PT, Politiste, Université Saint Thomas d'Aquin (Burkina Faso); Pr Augustin PALÉ, PT,

Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr B. Claudine Valérie ROUAMBA/OUÉDRAOGO, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Bernard KABORÉ, PT, Linguiste, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Bilina BALLONG, PT, Philosophe, Université de Lomé (Togo); Pr Bouma F. BATIONO, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Cyrille KONÉ, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Cyrille SEMDÉ, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr David Musa SORO, PT, Philosophe, Université Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire); Pr Edmond Yao KOUASSI, PT, Philosophe, Université de Bouaké (Côte d'Ivoire); Pr Emmanuel M. HEMA, PT, Écologue, Université de Dédougou (Burkina Faso); Pr Emmanuel Malolo DISSAKÈ, PT, Philosophe, Université de Douala (Cameroun); Pr Eustache R. K. ADANHOUNME, PT, Philosophe, Université Abomey Calavi (Benin); Pr Fabienne LELOUP, Sociologue, Université Catholique de Louvain-Mons (Belgique); Pr Fatie OUARTARA, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Foé NKOLO, PT, Philosophe, Université Yahoundé I (Cameroun); Pr Frédéric MOENS, Communicologue, IHECS, Bruxelles (Belgique); Pr Gabin KORBÉOGO, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Georges ZONGO, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Hamidou Talibi MOUSSA, PT, Philosophe, Université Abdou MOUMOUNI (Niger); Pr Issiaka MANDÉ, PT, Historien, Université du Québec à Montréal (Canada); Pr Jacques NANEMA, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Jean-François DUPEYRON, PT, Philosophe, Université de Bordeaux (France); Pr Jean-Marie DIPAMA, PT, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Jean-Claude KALUBI-LUKUSA, PT, Sociologue, Université de Sherbrooke (Canada); Pr Jean-Pierre POURTOIS, PT, Psychopédagogue, Université de Mons (Belgique); Pr Lassane YAMÉOGO, PT, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Léon MATANGILA MUSADILA, PT, Philosophe, Université de Kinshasa (RD Congo); Pr Léopold Bawala BADOLO, PT, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Ludovic KIBORA, DR, Sociologue, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso); Pr Magloire SOMÉ, PT, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Mahamadé SAVADOGO, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Mamadou L. SANOGO, DR, Linguiste, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso); Pr Moukaila Abdo Laouali SERKI, PT, Philosophe, Université Abdou MOUMOUNI

(Niger); Pr Pierre G. NAKOULIMA, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Ramane KABORÉ, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Sébastien YOUGBARÉ, PT, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Amadou TRAORÉ, MC, Sociologue, Université de Ségou (Mali); Dr Décaïrd KOUADIO KOFFI, MC, Philosophe, Université Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire); Dr Djédou Martin AMALAMA, MC, Sociologue, Université de Korhogo (Côte d'Ivoire); Dr Emmanuel YAOU, MA, Sociologue, Université de Kara (Togo); Dr Gérard AMOUGOU, MC, Socio-politiste, Université de Yaoundé II (Cameroun); Dr Ibrahim KONÉ, MA, Philosophe, Université Peleforo Gon COULIBALY (Côte d'Ivoire); Dr Idi BOUKAR, A, Philosophe, Université Abdou MOUMOUNI (Niger); Dr Idrissa S. TRAORÉ, MC, Sociologue, Université des Lettres et des Sciences de Bamako (Mali); Dr Issouf BINATÉ, MC, Historien, Université Alassane OUATTARA (Côte d'Ivoire); Dr Jean-François PETIT, MC HDR, Philosophe, Institut catholique de Paris (France); Dr Landry Roland KOUDOU, MC, Philosophe, Université Felix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire); Dr Mouhamoudou El Hady BA, MC, Sociologue, Université Cheick Anta Diop (Sénégal); Dr Mamadou Bassirou TANGARA, MC, Économiste, Université des Sciences sociales et de Gestion de Bamako (Mali); Dr N'golo Aboudou SORO, MC, Lettres modernes, Université Alassane OUATTARA de Bouaké (Côte d'Ivoire); Dr Oumar DIA, MC, Philosophe, Université Cheick Anta Diop de Dakar (Sénégal); Dr Pierre-Étienne VANDAMME, Philosophe, Université Catholique de Louvain (Belgique); Dr Raphael KONÉ, Ph. D, Historien, Université Cergy de Pontoise – EA7517 (France); Dr Samuel RENIER, MC, Sciences de l'éducation, Université de Tours – EA7505 EES (France) ; Dr Tiéfing SISSOKO, MC, Sociologue, Université des Lettres et des Sciences de Bamako (Mali).





**Revue LES TISONS, N°0002 – décembre 2024**

<http://esjindex.org/search.php?id=6845>

<http://www.revuelestisons.bf>

[revuelestisons.ujkz@gmail.com](mailto:revuelestisons.ujkz@gmail.com)

[lestisons@revuelestisons.bf](mailto:lestisons@revuelestisons.bf)

e-ISSN: 2756-7532

p-ISSN: 2756-7534

S/C Université Joseph KI-ZERBO  
BV 30053 OUAGA 1200 Logements  
10020 OUAGADOUGOU - Burkina Faso



## **Numéros déjà parus**

*Revue LES TISONS*, No 0000, Vol.1 et 2, décembre 2023  
*Revue LES TISONS*, Numéro spécial, Vol.1 et 2, janvier 2024  
*Revue LES TISONS*, No 0001, juin 2024



## **Présentation de la revue**

Sous l'impulsion de M. Fatié OUATTARA, Professeur titulaire de philosophie à l'Université Joseph KI-ZERBO, et avec la collaboration d'Enseignants-Chercheurs et Chercheurs qui sont, soit membres du Centre d'Études sur les Philosophies, les Sociétés et les Savoirs (CEPHISS), soit membres du Laboratoire de philosophie (LAPHI), une nouvelle revue vient d'être fondée à Ouagadougou, au Burkina Faso, sous le nom de « Revue LES TISONS ».

Revue internationale des Sciences de l'Homme et de la Société, la Revue LES TISONS vise à contribuer à la diffusion de théories, de connaissances et de pratiques professionnelles inspirées par des travaux de recherche scientifique. En effet, comme le signifie le Larousse, un tison est un « morceau de bois brûlé en partie et encore en ignition ».

De façon symbolique, la Revue LES TISONS est créée pour mettre ensemble des tisons, pour rassembler les chercheurs, les auteurs et les idées innovantes, pour contribuer au progrès de la recherche scientifique, pour continuer à entretenir la flamme de la connaissance, afin que sa lumière illumine davantage les consciences, éclaire les ténèbres, chasse l'ignorance et combatte l'obscurantisme à travers le monde.

Dans les sociétés traditionnelles, au clair de lune et pendant les périodes de froid, les gens du village se rassemblaient autour du feu nourri des tisons : ils se voient, ils se reconnaissent à l'occasion ; ils échangent pour résoudre des problèmes ; ils discutent pour voir ensemble plus loin, pour sonder l'avenir et pour prospecter un meilleur avenir des sociétés. Chacun doit, pour ce faire, apporter des tisons pour entretenir le feu commun, qui ne doit pas s'éteindre.

La Revue LES TISONS est en cela pluridisciplinaire, l'objectif fondamental étant de contribuer à la fabrication des concepts, au renouvellement des savoirs, en d'autres mots, à la construction des connaissances dans différentes disciplines et divers domaines de la science. Elle fait alors la promotion de l'interdisciplinarité, c'est-à-

dire de l'inclusion dans la diversité à travers diverses approches méthodologiques des problèmes des sociétés.

Semestrielle (juin, décembre), thématique au besoin pour les numéros spécifiques, la Revue LES TISONS publie en français et en anglais des articles inédits, originaux, des résultats de travaux pratiques ou empiriques, ainsi que des mélanges et des comptes rendus d'ouvrages dans le domaine des Sciences de l'Homme et de la Société : Anthropologie, Communication, Droit, Écologie, Économie, Environnement, Géographie, Histoire, Linguistique, Philosophie, Psychologie, Sociologie, Sciences politiques, Sciences de gestion, Sciences de la population, etc.

Peuvent publier dans la Revue LES TISONS, les Chercheurs, les Enseignants-Chercheurs et les doctorants dont les travaux de recherche s'inscrivent dans ses objectifs, thématiques et axes.

La Revue LES TISONS comprend une Direction de publication, un Secrétariat de rédaction, un Comité scientifique et un Comité de lecture qui assurent l'évaluation en double aveugle et la validation des textes qui lui sont soumis en version électronique pour être publiés (en ligne et papier).

### **Mode de soumission et de paiement**

La soumission des articles se fait à travers le mail suivant : [estisons@revuelestisons.bf](mailto:estisons@revuelestisons.bf); [revuelestisons.ujkz@gmail.com](mailto:revuelestisons.ujkz@gmail.com).

L'évaluation et la publication de l'article sont conditionnées au paiement de la somme de cinquante mille (50.000) francs CFA, en raison de vingt mille (20.000) francs CFA de frais d'instruction et trente mille (30.000) francs CFA de frais de publication. Le paiement desdits frais peut se faire par Orange money (00226.66.00.66.50, identifié au nom de OUATTARA Fatié), par Western Union ou par Money Gram.

### **Considération éthique**

Les contenus des articles soumis et publiés (en ligne et en papier) par la Revue LES TISONS n'engagent que leurs auteurs qui cèdent leurs droits d'auteur à la revue.

## **Normes éditoriales**

Les textes soumis à la Revue LES TISONS doivent avoir été écrits selon les NORMES CAMES/LSH adoptées par le CTS/LSH, le 17 juillet 2016 à Bamako, lors de la 38<sup>e</sup> session des CCI.

Pour un article qui est une contribution théorique et fondamentale : Titre, Prénom et Nom de l'auteur, Institution d'attache, adresse électronique, Résumé en Français, Mots clés, Abstract, Key words, Introduction (justification du thème, problématique, hypothèses/objectifs scientifiques, approche), Développement articulé, Conclusion, Bibliographie.

Pour un article qui résulte d'une recherche de terrain : Titre, Prénom et Nom de l'auteur, Institution d'attache, adresse électronique, Résumé en Français, Mots clés, Abstract, Key words, Introduction, Méthodologie, Résultats et Discussion, Conclusion, Bibliographie.

Les articulations d'un article, à l'exception de l'introduction, de la conclusion, de la bibliographie, doivent être titrées, et numérotées par des chiffres (ex : 1. ; 1.1.; 1.2; 2.; 2.2.; 2.2.1; 2.2.2.; 3.; etc.).

Les passages cités sont présentés en romain et entre guillemets. Lorsque la phrase citant et la citation dépassent trois lignes, il faut aller à la ligne, pour présenter la citation (interligne 1) en romain et en retrait, en diminuant la taille de police d'un point.

Les références de citation sont intégrées au texte citant, selon les cas, de la façon suivante :

- (Initiale(s) du Prénom ou des Prénoms de l'auteur. Nom de l'Auteur, année de publication, pages citées);

- Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms de l'auteur. Nom de l'Auteur (année de publication, pages citées).

*Exemples :*

En effet, le but poursuivi par M. Ascher (1998, p. 223), est « d'élargir l'histoire des mathématiques de telle sorte qu'elle acquière une perspective multiculturelle et globale (...), d'accroître le domaine des mathématiques : alors qu'elle s'est pour l'essentiel occupé du groupe professionnel occidental que l'on appelle les mathématiciens (...) ».

Pour dire plus amplement ce qu'est cette capacité de la société civile, qui dans son déploiement effectif, atteste qu'elle peut porter le développement et l'histoire, S. B. Diagne (1991, p. 2) écrit :

Qu'on ne s'y trompe pas : de toute manière, les populations ont toujours su opposer à la philosophie de l'encadrement et à son volontarisme leurs propres stratégies de contournements. Celles là, par exemple, sont lisibles dans le dynamisme, ou à tout le moins, dans la créativité dont sait preuve ce que l'on désigne sous le nom de secteur informel et à qui il faudra donner l'appellation positive d'économie populaire.

Le philosophe ivoirien a raison, dans une certaine mesure, de lire, dans ce choc déstabilisateur, le processus du sous-développement. Ainsi qu'il le dit :

Le processus du sous-développement résultant de ce choc est vécu concrètement par les populations concernées comme une crise globale : crise socio-économique (exploitation brutale, chômage permanent, exode accéléré et douloureux), mais aussi crise socio-culturelle et de civilisation traduisant une impréparation sociohistorique et une inadaptation des cultures et des comportements humains aux formes de vie imposées par les technologies étrangères. (S. Diakité, 1985, p. 105).

Les sources historiques, les références d'informations orales et les notes explicatives sont numérotées en série continue et présentées en bas de page.

Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : NOM et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, Zone titre, Lieu de publication, Zone Editeur, pages (p.) occupées par l'article dans la revue ou l'ouvrage collectif. Dans la zone titre, le titre d'un article est présenté en romain et entre guillemets, celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une revue ou d'un journal est présenté en italique. Dans la zone Editeur, on indique la Maison d'édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la revue (pour un article). Au cas où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre le nom du traducteur et/ou l'édition (ex : 2<sup>nd</sup>e éd.).



Ne sont présentées dans les références bibliographiques que les références des documents cités. Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteur :

AMIN Samir, 1996, *Les défis de la mondialisation*, Paris, L'Harmattan.

AUDARD Cathérine, 2009, *Qu'est ce que le libéralisme ? Ethique, politique, société*, Paris, Gallimard.

BERGER Gaston, 1967, *L'homme moderne et son éducation*, Paris, PUF.

DIAGNE Souleymane Bachir, 2003, « Islam et philosophie. Leçons d'une rencontre », *Diogène*, 202, p. 145-151.

DIAKITE Sidiki, 1985, *Violence technologique et développement. La question africaine du développement*, Paris, L'Harmattan.

L'article doit être écrit en format « Word », police « Times New Roman », Taille « 12 pts », Interligne « simple », positionnement « justifié », marges « 2,5 cm (haut, bas, droite, gauche) ». La longueur de l'article doit varier entre 30.000 et 50.000 signes (espaces et caractères compris). Le titre de l'article (15 mots maxi, taille 14 pts, gras) doit être écrit (français, traduit en anglais, vice-versa).

Le(s) Prénom(s) sont écrits en lettres minuscules et le(s) Nom(s) en lettres majuscules suivis du mail de l'auteur ou de chaque auteur (le tout en taille 12 pts, non en gras).

Le résumé (200 mots maxi, taille 12 pts) de l'article et les mots clés (05) doivent être écrits et traduits en français/anglais.

### **Direction de publication**

*Directeur* : Pr Fatié OUATTARA, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso)

*Directeur adjoint* : Dr Moussa COULIBALY, Assistant, Économiste, Université Nazi Boni (Burkina Faso)

### **Secrétariat de rédaction**

*Secrétaire* : Dr Noumoutiè SANGARÉ, Assistant, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso)

*Membres* : Dr Abdoul Azize SODORÉ, MC, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Beli Alexis NÉBIÉ, Assistant, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Boubié BAZIÉ, MA, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Édith DAH, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Mathieu Beli DAÏLA, MA, Linguiste, Université de Dédougou (Burkina Faso);

Dr Paul-Marie MOYENGA, MA, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Sampala Fati BALIMA, MC, Politiste, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso);

M. Jean Baptiste PODA, Doctorant en Philosophie, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

M. Lazard T. OUÉDRAOGO, Doctorant en Philosophie, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

M. Mahamat OUATTARA, Doctorant en Philosophie, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

M. Saïdou BARRY, Doctorant en Philosophie, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso).

### **Comité de lecture**

Dr Abdoul Karim SAÏDOU, MC, Politiste, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso);

Dr Aimé D. M. KOUDBILA, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr M. Alice SOMÉ/SOMDA, MR, Philosophe, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso);

Dr Awa OUOBA, MC, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso) ;

Dr Bouraïman ZONGO, MA, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso) ;

Dr Calixte KABORÉ, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Cheick Bobodo OUÉDRAOGO, MC, Linguiste, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Clotaire Alexis BASSOLÉ, MC, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Dimitri Régis BALIMA, MC, Communicologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Donatien DAYOUROU, MC, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Edwige DEMBÉLÉ, MA, Économiste, Université NAZI BONI (Burkina Faso);

Dr Étienne KOLA, MC, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso);

Dr Évariste R. BAMBARA, MC, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Ézaïe NANA, IR, Sociologue, INSS/CNRST (Burkina Faso);

Dr Fernand OUÉDRAOGO, MA, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Firmin GOUBA, MC, Philosophe, IPERMIC/Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Gaoussou OUÉDRAOGO, MC, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Georges ROUAMBA, MC, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Gninnan Hervé COULIBALY, MA, Sociologue, Université Péléforo GON COULIBALY (Côte d'Ivoire) ;

Dr Hamado OUÉDRAOGO, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Isidore YANOOGO, MC, Géographe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso);

Dr Issaka YAMÉOGO, MC, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso);

Dr Jean-Baptiste P. COULIBALY, MC, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Jérémie ROUAMBA, MC, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Kalifa DRABO, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Kassem Salam SOURWEIMA, MC, Politiste, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso);

Dr Kizito Tioro KOUSSÉ, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Landry COULIBALY, MA, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Lassané YAMÉOGO, MA, Communicologue, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso);

Dr Lassina SIMPORÉ, MC, Archéologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Léon SAMPANA, MC, Politiste, Université Nazi BONI (Burkina Faso);

Dr Léonce KY, MC, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Madeleine WAYAK PAMBÉ, MC, Démographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Magloire É. YOGO, MA, Sciences de l'éducation, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Moussa DIALLO, Assistant, Philosophe, Centre universitaire de Manga, UNZ (Burkina Faso);

Dr Narcisse Taladi YONLI, MA, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Noumoutiè SANGARÉ, Assistant, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Ollo Pépin HIEN, CR, Sociologue, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso);

Dr Pascal BONKOUNGOU, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Paul-Marie BAYAMA, MC, Philosophe, ENS de Koudougou (Burkina Faso);

Dr R. U. Emmanuel OUÉDRAOGO, MA, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Rasmata BAKYONO/NABALOUM, MC, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO ((Burkina Faso);

Dr Relwendé DJIGUEMDÉ, Assistant, Philosophe, Centre universitaire de Manga, UNZ, (Burkina Faso);

Dr Rodrigue BONANÉ, MR, Philosophe, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso);

Dr Rodrigue SAWADOGO, MC, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso);

Dr Roger ZERBO, MR, Sociologue, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso);

Dr Serge SAMANDOULGOU, MR, Philosophe, Institut des Sciences des Sociétés (Burkina Faso);

Dr Souleymane SAWADOGO, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Stanislas SAWADOGO, MA, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Tongnoma ZONGO, CR, Sociologue, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso);

Dr Yacouba BANWORO, MC, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Zakaria SORÉ, MC, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Zoubere DIALLA, MA, Sociologue, Centre universitaire de Manga, UNZ, (Burkina Faso).

### **Comité scientifique international**

Pr Abdoulaye SOMA, PT, Constitutionnaliste, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso);

Pr Abdramane SOURA, PT, Démographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Abou NAPON, PT, Linguiste, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Aklesso ADJI, PT, Philosophe, Université de Lomé (Togo);

Pr Alain Casimir ZONGO, PT, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)

Pr Alkassoum MAÏGA, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Amadé BADINI, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Augustin LOADA, PT, Politiste, Université Saint Thomas d'Aquin (Burkina Faso);

Pr Augustin PALÉ, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr B. Claudine Valérie ROUAMBA/OUÉDRAOGO, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Bernard KABORÉ, PT, Linguiste, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Bilina BALLONG, PT, Philosophe, Université de Lomé (Togo);

Pr Bouma F. BATIONO, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Cyrille KONÉ, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Cyrille SEMDÉ, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr David Musa SORO, PT, Philosophe, Université Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire);

Pr Edmond Yao KOUASSI, PT, Philosophe, Université de Bouaké (Côte d'Ivoire);

Pr Emmanuel M. HEMA, PT, Écologue, Université de Dédougou (Burkina Faso);

Pr Emmanuel Malolo DISSAKÈ, PT, Philosophe, Université de Douala (Cameroun);

Pr Eustache R. K. ADANHOUNME, PT, Philosophe, Université Abomey Calavi (Benin);

Pr Fabienne LELOUP, Sociologue, Université Catholique de Louvain-Mons (Belgique);

Pr Fatié OUATTARA, PT, Philosophe, Université Joseph KIZERBO (Burkina Faso);

Pr Foé NKOLO, PT, Philosophe, Université Yahoundé I (Cameroun);

Pr Frédéric MOENS, Communicologue, IHECS, Bruxelles (Belgique);

Pr Gabin KORBÉOGO, PT, Sociologue, Université Joseph KIZERBO (Burkina Faso);

Pr Georges ZONGO, PT, Philosophe, Université Joseph KIZERBO (Burkina Faso) ;

Pr Hamidou Talibi MOUSSA, PT, Philosophe, Université Abdou MOUMOUNI (Niger);

Pr Issiaka MANDÉ, PT, Historien, Université du Québec à Montréal (Canada);

Pr Jacques NANEMA, PT, Philosophe, Université Joseph KIZERBO (Burkina Faso);

Pr Jean-François DUPEYRON, PT, Philosophe, Université de Bordeaux (France);

Pr Jean-Marie DIPAMA, PT, Géographe, Université Joseph KIZERBO (Burkina Faso);

Pr Jean-Claude KALUBI-LUKUSA, PT, Sociologue, Université de Sherbrooke (Canada);

Pr Jean-Pierre POURTOIS, PT, Psychopédagogue, Université de Mons (Belgique);

Pr Lassane YAMÉOGO, PT, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Léon MATANGILA MUSADILA, PT, Philosophe, Université de Kinshasa (RD Congo);

Pr Léopold Bawala BADOLO, PT, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Ludovic KIBORA, DR, Sociologue, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso) ;

Pr Magloire SOMÉ, PT, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Mahamadé SAVADOGO, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Mamadou L. SANOGO, DR, Linguiste, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso);

Pr Moukaila Abdo Laouali SERKI, PT, Philosophe, Université Abdou MOUMOUNI (Niger);

Pr Pierre G. NAKOULIMA, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Ramane KABORÉ, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Sébastien YOUNGBARÉ, PT, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Amadou TRAORÉ, MC, Sociologue, Université de Ségou (Mali);

Dr Décaïrd KOUADIO KOFFI, MC, Philosophe, Université Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire);

Dr Djédou Martin AMALAMA, MC, Sociologue, Université de Korhogo (Côte d'Ivoire);

Dr Emmanuel YAOU, MA, Sociologue, Université de Kara (Togo);



Dr Gérard AMOUGOU, MC, Socio-politiste, Université de Yaoundé II (Cameroun);

Dr Ibrahim KONÉ, MA, Philosophe, Université Peleforo Gon COULIBALY (Côte d'Ivoire);

Dr Idi BOUKAR, A, Philosophe, Université Abdou MOUMOUNI (Niger);

Dr Idrissa S. TRAORÉ, MC, Sociologue, Université des Lettres et des Sciences de Bamako (Mali);

Dr Issouf BINATÉ, MC, Historien, Université Alassane OUATTARA (Côte d'Ivoire);

Dr Jean-François PETIT, MC HDR, Philosophe, Institut catholique de Paris (France);

Dr Landry Roland KOUDOU, MC, Philosophe, Université Felix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire);

Dr Mouhamoudou El Hady BA, MC, Sociologue, Université Cheick Anta Diop (Sénégal);

Dr Mamadou Bassirou TANGARA, MC, Économiste, Université des Sciences sociales et de Gestion de Bamako (Mali);

Dr N'golo Aboudou SORO, MC, Lettres modernes, Université Alassane OUATTARA de Bouaké (Côte d'Ivoire);

Dr Oumar DIA, MC, Philosophe, Université Cheick Anta Diop de Dakar (Sénégal);

Dr Pierre-Étienne VANDAMME, Philosophe, Université Catholique de Louvain (Belgique);

Dr Raphael KONÉ, Ph. D, Historien, Université Cergy de Pontoise – EA7517 (France);

Dr Samuel RENIER, MC, Sciences de l'éducation, Université de Tours – EA7505 EES (France) ;

Dr Tiéfing SISSOKO, MC, Sociologue, Université des Lettres et des Sciences de Bamako (Mali).



## Statut socioéconomique, autonomie reproductive et fécondité des adolescentes déplacées internes au Burkina Faso

### *Socioeconomic status, reproductive autonomy and of internally displaced adolescent girls in Burkina Faso*

*Submission : 13/07/2024 - Acceptation : 20/11/2024*

**ONADJA Yentéma**

Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso)

onadjayentema@yahoo.fr

**Résumé :** Cette étude vise à examiner la relation du statut socioéconomique (mesuré par le niveau d'éducation, le niveau de vie du ménage et l'emploi) et de l'autonomie en matière de planification familiale (PF) avec l'entrée en vie féconde chez les adolescentes déplacées internes dans un contexte de crise sécuritaire dans les communes de Kaya et de Kongoussi, Burkina Faso, et identifier les principaux mécanismes qui se cachent derrière cette relation. Les données ont été recueillies auprès de 404 adolescentes âgées de 12 à 19 ans dans une enquête transversale réalisée dans les sites d'accueil temporaire desdites communes entre juillet et août 2021. Nos analyses ont montré que le niveau d'éducation et l'emploi étaient négativement associés à l'entrée des adolescentes déplacées internes dans la vie féconde. Par contre, l'autonomie en matière de PF était positivement associée à l'entrée en vie féconde. Nous avons également trouvé que le niveau d'éducation, l'emploi et l'autonomie reproductive influençaient la fécondité des adolescentes sous l'effet du statut matrimonial. Donc, les actions en faveur de l'amélioration des ressources des adolescentes déplacées internes, notamment l'éducation et l'indépendance économique, ainsi que celles visant à réduire la prévalence des mariages précoces pourraient prévenir l'entrée des adolescentes déplacées internes dans la vie féconde.

**Mots-clés :** Entrée en vie féconde, statut socioéconomique, autonomie reproductive, adolescentes déplacées internes, Burkina Faso.

**Abstract:** *This study aims to examine the relationship of socioeconomic status (measured by education level, household standard of living and employment) and autonomy in family planning (FP) with entry into motherhood among internally displaced adolescent girls in a context of security crisis in the communes of Kaya and Kongoussi, Burkina Faso, and identify the main mechanisms behind this relationship.*

*The data were collected from 404 adolescent girls aged 12 to 19 in a cross-sectional survey carried out in the temporary reception sites of these communes between July and August 2021. Our analyses showed that the level of education and employment were negatively associated with the entry of internally displaced adolescent girls into motherhood. On the other hand, autonomy in FP was positively associated with entry into motherhood. We also found that the level of education, employment and reproductive autonomy influenced the fertility of adolescent girls through the effect of marital status. Therefore, actions to improve the resources of internally displaced adolescent girls, including education and economic independence, as well as those aimed at reducing the prevalence of early marriages could prevent the entry of internally displaced adolescent girls into motherhood.*

**Keywords:** *Entry into motherhood, socioeconomic status, reproductive autonomy, internally displaced adolescent girls, Burkina Faso.*

#### **Pour citer cet article**

---

ONADJA Yentéma, 2024, « Statut socioéconomique, autonomie reproductive et fécondité des adolescentes déplacées internes au Burkina Faso », *Revue LES TISONS*, N° 0002, Décembre, p. 91-116.

#### **Introduction**

Depuis quelques années, le Burkina Faso, à l'instar d'autres pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre, est confronté au problème de terrorisme, qui a engendré le déplacement massif des familles à l'intérieur du pays, fuyant ainsi les zones à haut risque. Ces personnes déplacées internes (PDI) se retrouvent actuellement dans des familles ou des sites d'accueil temporaire. Cette population est aujourd'hui estimée à plus de deux millions sur l'ensemble du territoire national avec une grande représentation de femmes, d'adolescentes et d'enfants (OCHA, 2023).

La région du Centre-Nord à laquelle appartiennent les communes de Kaya et de Kongoussi est l'une des zones les plus touchées par la crise sécuritaire. Elle est la deuxième région du Burkina Faso qui accueille le plus fort pourcentage de PDI dont la grande majorité se retrouve dans les communes urbaines de Kaya et de Kongoussi (OCHA, 2023). La région du Centre-Nord est également l'une des régions du pays qui enregistrent les plus fortes prévalences de violences basées sur le genre (Africa, 2019). Le faible accès aux

services de santé sexuelle et reproductive des femmes et des jeunes filles en situation de déplacement forcé demeure l'un des principaux problèmes qui contribuent à accentuer leur vulnérabilité et à augmenter les grossesses à risque pour elles et pour leurs progénitures (Ivanova, Rai, & Kemigisha, 2018).

Les grossesses et les maternités chez les adolescentes restent élevées dans les pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre, avec plus de 4 millions d'adolescentes âgées de 15-19 ans qui tombent enceintes chaque année, et 2,6 millions d'entre elles qui mettent au monde des enfants (Sully et al., 2020).

Le Burkina Faso, en particulier, enregistre une fécondité élevée chez les adolescentes, avec un taux de fécondité estimé à 93 naissances vivantes pour mille adolescentes âgées de 15-19 ans (INSD. & ICF., 2022). Une étude récente a également trouvé une importante proportion (26,5%) d'adolescentes déplacées internes âgées de 12-19 ans qui ont débuté leur vie féconde dans les communes de Kaya et Kongoussi, Burkina Faso (Onadja et al., 2024), ce qui témoigne de la précocité de leur entrée dans la vie féconde. De façon précise, l'entrée en vie féconde désigne le fait pour l'adolescente d'avoir déjà donné naissance à un enfant ou de porter une première grossesse.

Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR) a identifié les grossesses précoces et non désirées comme l'un des principaux défis de la santé sexuelle et reproductive dans les situations de crise. En effet, le fait de vivre dans une situation de déplacement forcé peut accroître la vulnérabilité des adolescentes aux grossesses non désirées et à d'autres problèmes de santé sexuelle et reproductive, notamment les rapports sexuels précoces, le mariage précoce, les rapports sexuels non protégés, et l'exploitation sexuelle en l'absence de contraintes socioculturelles traditionnelles (Okanlawon, Reeves, & Agbaje, 2010). De même, la pauvreté, l'impuissance et la perte de sécurité, qui résultent souvent des situations de déplacement forcé, peuvent contraindre les femmes et les jeunes filles d'adopter des comportements préjudiciables, tels que la prostitution et l'échange de rapports sexuels contre de la nourriture ou d'une protection (Okanlawon et al., 2010).

En dépit du nombre croissant d'adolescentes et jeunes femmes en situation de déplacement forcé dans les pays d'Afrique de l'Ouest

et particulièrement au Burkina Faso, peu d'études ont analysé l'influence des facteurs socioéconomiques et de genre sur l'entrée en vie féconde chez cette population vulnérable. La présente étude vise à examiner la relation du statut socioéconomique (mesuré par le niveau d'éducation, le niveau de vie du ménage et l'emploi) et de l'autonomie en matière de planification familiale (PF) avec l'entrée en vie féconde chez les adolescentes déplacées internes dans les communes de Kaya et de Kongoussi, Burkina Faso, et identifier les principaux mécanismes qui se cachent derrière cette relation.

La littérature sur la fécondité et particulièrement celle des adolescentes montre que les facteurs qui déterminent ce phénomène peuvent être classés en deux groupes : le premier groupe comprend les déterminants proches (mariage, contraception, avortement et infertilité post-partum), et le second est composé des facteurs socioéconomiques et environnementaux (Bongaarts, 1978). Le second groupe de facteurs influence la fécondité par l'intermédiaire du premier. Les facteurs socioéconomiques dépendent du contexte et comprennent le revenu, l'éducation, l'emploi, la pauvreté, etc. (Bahan & Dramani, 2019).

Des travaux empiriques ont documenté de façon cohérente qu'en Afrique subsaharienne, les mesures du statut socioéconomique (notamment l'éducation, le revenu, la richesse, l'occupation) sont des facteurs associés à l'entrée précoce des adolescentes dans la vie féconde (Ayuba & Gani, 2012; Barmao-Kiptanui, Kindiki, & Lelan, 2015; Beguy, Ndugwa, & Kabiru, 2013; Exavery, Kanté, Mrema, Phillips, & Masanja, 2016; Mohr, Carbajal, & Sharma, 2019; Neal, Chandra-Mouli, & Chou, 2015).

En effet, les adolescentes n'ayant aucun niveau d'instruction sont plus susceptibles de tomber enceintes (Mohr et al., 2019). De même, de nombreuses filles abandonnent l'école lorsqu'elles estiment que le mariage et la grossesse sont une meilleure option pour leurs conditions socioéconomiques, ce qui contribue aux grossesses chez les adolescentes (Mohr et al., 2019). En outre, la pauvreté limite la liberté, les opportunités et les ressources et crée des conditions d'impuissance, d'exclusion et de vulnérabilité, et de telles vulnérabilités peuvent engendrer des conditions accrues de grossesse chez les adolescentes (Mohr et al., 2019).

Par ailleurs, des auteurs ont trouvé qu'au Burkina Faso, l'état matrimonial des adolescentes et l'utilisation de méthodes contraceptives modernes étaient significativement associés à leur entrée dans la vie féconde (Baya et al., 2017). En effet, les adolescentes en union avaient 76,1 fois plus de chance d'entrer en vie féconde que leurs homologues célibataires (Baya et al., 2017). En outre, les adolescentes qui ne recourent pas aux méthodes contraceptives modernes avaient 4 fois plus de chance d'entrer en vie féconde que celles qui les utilisent (Baya et al., 2017).

Il a aussi été trouvé ailleurs en Afrique que certains facteurs, notamment l'état matrimonial et l'utilisation des méthodes contraceptives influencent directement ou indirectement l'entrée en vie féconde des adolescentes (Delaunay & Guillaume, 2007). Une étude a également montré qu'au Burkina Faso, les adolescentes de 17 ans ou plus avaient 6,2 fois plus de chance d'avoir un enfant ou d'être enceintes par rapport à celles âgées de 15-16 ans (Baya et al., 2017).

Des travaux ont montré que certaines adolescentes tombent délibérément enceintes afin que la relation puisse se poursuivre ou que le partenaire les épouse (Jewkes, Vundule, Maforah, & Jordaan, 2001). De même, dans le but d'atteindre le statut et l'acceptation en tant que femme dans une société, certaines adolescentes peuvent tomber enceintes pour prouver leur fertilité (Wood & Jewkes, 2006). Il est donc possible que les adolescentes qui envisagent de débiter leur vie féconde fondent leur décision sur l'influence des normes et pratiques sociales (Odejimi & Bellingham-Young, 2004), qui discriminent souvent les femmes et jeunes filles et touchent des sujets variés tels que le mariage précoce et l'autonomie reproductive.

Le mariage précoce discrimine particulièrement les filles dans les pays du Sahel. Au Burkina Faso, dans plusieurs localités de la région du Centre-Nord où les coutumes et les traditions font toujours force de loi et de respect, les mariages précoces et forcés sont encore des pratiques vivaces (Africa, 2019). Ces pratiques confèrent aux filles un statut inférieur au sein du ménage, et leur implication dans les décisions est limitée par leur statut de « mineure » (Vokouma, 2018).

Le pouvoir de décision des jeunes filles concernant leur mariage peut être limité du fait de pratiques traditionnelles les plaçant au centre d'une transaction, et le mariage peut être vu comme un

rapprochement entre deux familles où la main de la fille est offerte en reconnaissance d'une amitié profonde ou d'une entraide (Vokouma, 2018). Les mariages précoces exposent les jeunes filles à un risque élevé de grossesse parce que les filles mariées précocement ont généralement peu de chances d'influencer la prise de décision concernant le report d'une grossesse ou l'utilisation des méthodes contraceptives.

Dans les pays du Sahel et particulièrement ceux affectés par des crises humanitaires, l'autonomie reproductive des femmes et des jeunes filles est menacée par des normes sociales qui limitent leur participation au processus de prise de décisions relatives à la santé sexuelle et reproductive. Par exemple, dans la région du Centre-Nord au Burkina Faso, une étude a trouvé un pourcentage élevé de femmes ayant une demande non satisfaite en planification familiale (OCDE, 2018).

Cette étude a également montré que même si une majorité pense que les décisions doivent être prises par les deux partenaires conjointement, une proportion non moindre de la population soutient que les femmes et les filles n'ont pas à prendre part aux décisions relatives à l'utilisation de la contraception, à l'espacement des naissances et au nombre d'enfants, puisque ceci est le monopole du mari (OCDE, 2018). Une autre étude menée au Niger a trouvé que les maris condamnaient physiquement et verbalement l'utilisation des méthodes contraceptives modernes par leurs épouses adolescentes, et les principales raisons citées étaient les perceptions de trahison et les malentendus sur la procréation (Barroy, Cortez, Le Jean, & Wang, 2016).

Les normes et pratiques sociales limitant l'accès à la planification familiale et à l'éducation sexuelle des jeunes filles, ainsi que leur faible pouvoir de prise de décision concernant la contraception expliquent une part importante des grossesses précoces (OCDE, 2018).

En outre, vu le statut de mineure qui leur est associé, les femmes et les jeunes filles doivent souvent demander l'autorisation de leur mari pour se rendre dans les services de santé (Henry, Toe, & Ouedraogo, 2016), ce qui entraîne une faible utilisation de la contraception, pouvant conduire à de nombreuses grossesses non désirées. Par ailleurs, les rapports sexuels forcés subis par les femmes et les jeunes filles au sein du couple sont une forme de négation de



leur droit à disposer de leur corps et semblent justifiés par les normes sociales qui supposent que le rôle de la femme est de subvenir aux besoins physiques de son époux (OCDE, 2018).

## **1. Méthodologie**

### ***1.1. Source de données***

Les données proviennent d'une enquête transversale quantitative réalisée dans le cadre du projet « SSRD-COVID : Renforcer l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive et les droits connexes des adolescentes et femmes déplacées internes en période de pandémie de la COVID-19 au Burkina Faso ».

C'est un projet financé par le Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI-Canada) et mis en œuvre par l'Institut Supérieur des Sciences de la Population (ISSP) de l'Université Joseph Ki-Zerbo, Ouagadougou. L'enquête a été réalisée entre juillet et août 2021 dans 24 sites d'accueil temporaire des communes de Kaya et de Kongoussi dans la région du Centre-Nord, qui fait partie des zones qui enregistrent le plus fort pourcentage de personnes déplacées internes.

Les données de l'enquête ont été collectées à l'aide de questionnaires administrés aux ménages et aux femmes âgées de 12-49 ans vivant dans les sites d'accueil temporaire des communes de Kaya et de Kongoussi. Notre analyse concerne les données collectées sur 404 adolescentes déplacées internes âgées de 12-19 ans, issues de ménages déplacés internes sélectionnés de façon aléatoire.

### ***1.2. Variables***

#### ***1.2.1. La variable dépendante***

La variable dépendante de cette étude est l'entrée en vie féconde. C'est une variable dichotomique qui prend la valeur 1 si l'adolescente a déjà donné naissance à un enfant ou est actuellement enceinte, et 0 dans le cas contraire.

### ***1.2.2. Les variables indépendantes principales : les mesures du statut socioéconomique et l'autonomie reproductive***

Dans cette étude, nous avons utilisé le niveau d'éducation, l'emploi et le niveau de vie du ménage auquel appartient l'adolescente comme mesures du statut socioéconomique. Le niveau d'éducation est une variable catégorielle comportant deux modalités : non instruite versus instruite.

Concernant le niveau de vie du ménage, c'est un indice composite basé sur des biens d'équipement du ménage (groupe électrogène/plaque solaire, téléphone portable, connexion Internet, radio, vélo, moto) et généré par une analyse en composantes principales pour obtenir un score de richesse et de confort matériel des ménages. La distribution des scores a été ensuite divisée en terciles, allant des 33% les plus pauvres aux 33% les plus riches, et les adolescentes ont été assignées à la classification par tercile de leur ménage.

Quant à l'emploi de l'adolescente, c'est une variable catégorielle comportant deux modalités : a un emploi *versus* n'a pas d'emploi.

En ce qui a trait à l'autonomie reproductive, elle a été mesurée par le degré d'autonomie de l'adolescente en matière de PF en utilisant les cinq (05) items suivants : i) Si j'utilise une méthode de planification familiale, mon mari/conjoint pourrait chercher une autre partenaire sexuelle<sup>6</sup> ; ii) Si j'utilise une méthode de planification familiale, je tomberais difficilement enceinte quand je voudrai avoir des enfants ; iii) Si j'utilise une méthode de planification familiale, mes enfants pourraient ne pas être normaux à la naissance ; iv) Si j'utilise une méthode de planification familiale, mon corps pourrait avoir des effets secondaires qui pourraient affecter ma relation entre mon mari/conjoint et moi ; v) J'aurai des problèmes dans mon couple/mariage si j'utilise une méthode de planification familiale.

Les modalités de réponses étaient mesurées sur une échelle de Likert allant de 1 (Tout à fait d'accord) à 5 (Pas du tout d'accord). Les résultats des réponses ont été additionnés et divisés par le nombre de questions (5) afin d'obtenir le degré d'autonomie en matière de PF. Ainsi plus le score est élevé, plus l'adolescente a une

---

<sup>6</sup>Les valeurs manquantes des adolescentes non en union ont été imputées par la moyenne des différents items composant l'autonomie reproductive.

forte autonomie. Par la suite, l'autonomie a été qualifiée de forte si le score est de 4 ou 5 et de faible s'il est de 3 ou moins.

### ***1.2.3. Les autres variables indépendantes***

Les autres variables indépendantes retenues pour cette analyse sont : (i) les variables contextuelles notamment la commune d'accueil (Kaya versus Kongoussi), la région d'origine (Centre-Nord versus autres régions), la religion (musulmane *versus* chrétienne) ; (ii) les variables sociodémographiques et comportementales en l'occurrence le statut matrimonial (non en union *versus* en union), le groupe d'âge (12-17 ans *versus* 18-19 ans), le degré de connaissance de la PF (faible *versus* élevé), et l'utilisation actuelle de la contraception moderne (non *versus* oui).

Concernant le degré de connaissance de la PF, il a été évalué en utilisant à la fois la connaissance des méthodes contraceptives, la connaissance des lieux d'approvisionnement et la connaissance des avantages de la PF. Chaque item cité donne 1 point et 0 sinon. Le score total possible étant de 17, les enquêtées ont obtenu des scores allant de 0 à 17. Les adolescentes ayant obtenu au moins la moitié des points étaient considérées comme ayant un degré élevé de connaissance de la PF.

### ***1.3. Analyses statistiques***

L'analyse a utilisé une approche descriptive et une approche explicative. Les analyses descriptives ont permis de mettre en évidence les relations bivariées entre les variables indépendantes et l'entrée en vie féconde en recourant au test de Khi-deux. Au niveau explicatif, le modèle de régression logistique a été utilisé pour identifier l'effet net de chacune des variables indépendantes sur l'entrée des adolescentes déplacées internes dans la vie féconde. Quatre (04) modèles de régression logistique ont été estimés.

Nous avons d'abord évalué l'effet brut de chaque variable indépendante sur l'entrée en vie féconde (modèles à effets bruts), ensuite estimé simultanément les effets du statut socioéconomique (mesuré par le niveau d'éducation, le niveau de vie du ménage et l'emploi) et de l'autonomie en matière de PF (modèle 1), puis ajouté

les variables contextuelles notamment la commune d'accueil, la région d'origine et la religion (modèle 2), puis ajouté le statut matrimonial (modèle 3) et enfin ajouté les variables sociodémographiques et comportementales en l'occurrence le groupe d'âge, le degré de connaissance de la PF, et l'utilisation actuelle de la contraception moderne (modèle 4). Cette stratégie analytique nous a permis d'identifier les principaux mécanismes par lesquels les mesures du statut socioéconomique et l'autonomie en matière de PF influent sur l'entrée des adolescentes déplacées internes dans la vie féconde.

#### ***1.4. Considérations éthiques***

Ce travail est une analyse secondaire utilisant les données du projet SSRD-COVID, qui a reçu l'approbation éthique du Comité d'éthique pour la recherche en santé (CERS) du Burkina Faso par délibération n°2021-03-061 du 10 mars 2021.

## **2. Résultats**

### ***2.1. Description de l'échantillon***

Le tableau 1 présente les caractéristiques des adolescentes déplacées internes enquêtées. Dans l'échantillon, plus d'une adolescente déplacée interne sur quatre (26,5%) a débuté sa vie féconde. Quant au niveau d'éducation, 53,9% des adolescentes déplacées internes enquêtées n'ont jamais été à l'école. Concernant l'emploi, une large majorité des adolescentes déplacées internes enquêtées (78,2%) est sans emploi. Dans l'échantillon, plus de deux adolescentes déplacées internes enquêtées sur trois (66,7%) sont considérées comme ayant une faible autonomie en matière de PF.

Les résultats montrent que plus de la moitié des adolescentes déplacées internes enquêtées (52,5%) proviennent de la région du Centre-Nord. Dans l'échantillon, une large majorité des adolescentes enquêtées (89,9%) est musulmane. Plus d'une adolescente déplacée interne sur trois (33,7%) est en union. Dans l'échantillon, plus de trois adolescentes déplacées internes sur quatre (76,8%) sont considérées comme ayant un faible degré de connaissance de la PF. L'utilisation de la contraception moderne est faible, avec seulement

11,8% des adolescentes déplacées internes recourant à une méthode contraceptive moderne. Près des trois quarts (74,8%) des adolescentes déplacées internes enquêtées sont âgées de 12-17 ans.

**Tableau 1 : Caractéristiques des adolescentes déplacées internes âgées de 12-19 ans dans les communes de Kaya et de Kongoussi (Burkina Faso), 2021**

Variables	Effectif	%
A commencé sa vie féconde		
Non	297	73,5
Oui	107	26,5
Niveau d'éducation		
Non instruite	218	53,9
Instruite	186	46,1
Niveau de vie du ménage		
Pauvre	188	46,6
Moyen	59	14,6
Riche	157	38,9
Emploi		
N'a pas d'emploi	317	78,2
A un emploi	87	21,8
Degré d'autonomie en matière de PF		
Autonomie faible	270	66,7
Autonomie élevée	134	33,3
Commune d'accueil		
Kaya	162	38,7
Kongoussi	242	61,3
Région d'origine		
Centre-Nord	212	52,5
Autres régions	192	47,5
Religion		
Musulmane	361	89,9
Chrétienne	42	10,1
Statut matrimonial		
Non en union	268	66,3
En union	136	33,7

Degré de connaissance de la PF		
Faible	310	76,8
Élevé	94	23,2
Utilisation de la contraception moderne		
Non	357	88,2
Oui	47	11,8
Groupe d'âge		
12-17 ans	302	74,8
18-19 ans	102	25,2
Total	404	100,0

Les proportions sont pondérées. Les fréquences absolues (*n*) ne sont pas pondérées.

### ***1.1. Liens entre l'autonomie reproductive des adolescentes déplacées internes et quelques caractéristiques sociodémographiques***

Le tableau 2 présente les liens existants entre le degré d'autonomie des adolescentes déplacées internes en matière de PF et quelques caractéristiques sociodémographiques. Les résultats montrent que le statut matrimonial et l'âge de l'adolescente étaient d'importants facteurs de différenciation d'autonomie en matière de PF.

En effet, le fait d'être en union et d'être âgée entre 18 et 19 ans, étaient associés à une propension plus forte à avoir une autonomie élevée en matière de PF. Parallèlement, le fait de ne pas être en union et d'être âgée entre 12 et 17 ans, augmentaient significativement la propension à avoir une autonomie faible en matière de PF.

**Tableau 2. Association bivariée entre le degré d'autonomie en matière de PF et quelques caractéristiques sociodémographiques. des adolescentes déplacées internes âgées de 12-19 ans dans les communes de Kaya et de Kongoussi (Burkina Faso), 2021**

Variables	n	Degré d'autonomie en matière de PF		Chi2
		Faible (%)	Élevée (%)	
Niveau d'éducation				0,0273
Non instruite	218	66,4	33,6	<i>p</i> =0,8831

Statut matrimonial	Instruite	186	67,2	32,8	64,55 $p < 0,001$
	Non en union	268	80,2	19,8	
Age	En union	136	40,3	59,7	43,79 $p < 0,001$
	12-17 ans	302	75,7	24,3	
	18-19 ans	102	40,0	60,0	
Total		404	66,8	33,2	

Les proportions sont pondérées. Les effectifs ne sont pas pondérés.

### ***1.2. Liens entre l'entrée en vie féconde chez les adolescentes déplacées internes et leurs caractéristiques sociodémographiques et comportementales***

Le tableau 3 présente les associations bivariées de l'entrée des adolescentes déplacées internes dans la vie féconde avec les mesures du statut socioéconomique (niveau d'aducation, niveau de vie du ménage, emploi), leur degré d'autonomie en matière de PF, leurs caractéristiques contextuelles (commune d'accueil, région d'origine et religion), leur statut matrimonial, leur degré de connaissance de la PF, leur recours à la contraception moderne et leur âge.

**Tableau 3. Associations bivariées entre l'entrée en vie féconde et les caractéristiques des adolescentes déplacées internes âgées de 12-19 ans dans les communes de Kaya et de Kongoussi (Burkina Faso), 2021**

Variables	n	A commencé sa vie féconde		Chi2
		Non (%)	Oui (%)	
Niveau d'éducation				9,10 $p = 0,013$
Non instruite	218	67,3	32,7	
Instruite	186	80,6	19,4	
Niveau de vie du ménage				2,48 $p = 0,318$
Pauvre	188	70,2	29,8	
Moyen	59	72,6	27,4	

Riche	157	77,7	22,3	
Emploi				7,86
N'a pas d'emploi	317	70,2	29,8	$p = 0,020$
A un emploi	87	85,1	14,9	
Degré d'autonomie en matière de PF				50,03
Autonomie faible	270	84,4	15,6	$p < 0,001$
Autonomie élevée	134	51,4	48,6	
Commune d'accueil				1,24
Kaya	162	76,5	23,5	$p = 0,287$
Kongoussi	242	71,5	28,5	
Région d'origine				0,39
Centre-Nord	212	72,2	27,8	$p = 0,498$
Autres régions	192	74,9	25,1	
Religion				4,85
Musulmane	361	72,0	28,0	$p = 0,010$
Chrétienne	42	88,0	12,0	
Statut matrimonial				255,36
Non en union	268	98,5	1,5	$p < 0,001$
En union	136	24,2	75,8	
Degré d'autonomie en matière de PF				50,03
Autonomie faible	270	84,4	15,6	$p < 0,001$
Autonomie élevée	134	51,4	48,6	
Degré de connaissance de la PF				94,28



	Faible	310	85,2	14,8	$p < 0,001$
	Élevé	94	34,6	65,4	
Utilisation de la contraception moderne					87,74
	Non	357	81,0	19,0	$p < 0,001$
	Oui	47	17,1	82,9	
Age					189,91
	12-17 ans	302	91,0	9,0	$p < 0,001$
	18-19 ans	102	21,3	78,7	
Total		404	73,5	26,5	

Les proportions sont pondérées.

Les fréquences absolues ( $n$ ) ne sont pas pondérées.

Les résultats montrent que le niveau d'éducation, l'emploi, le degré d'autonomie en matière de PF, la religion, le statut matrimonial, le degré de connaissance de la PF, l'utilisation actuelle de la contraception moderne et l'âge sont tous d'importants facteurs de différenciation de l'entrée des adolescentes déplacées internes dans la vie féconde. En effet, la proportion des adolescentes déplacées internes ayant commencé leur vie féconde est plus élevée chez celles n'ayant aucun niveau d'instruction (32,7%), n'ayant pas d'emploi (29,8%), ayant une autonomie élevée en matière de PF (48,6%), appartenant à la religion musulmane (28%), ayant un degré élevé de connaissance de la PF (65,4%), et utilisant actuellement la contraception moderne (82,9%).

Par ailleurs, ces résultats montrent clairement que l'entrée des adolescentes déplacées internes dans la vie féconde concerne principalement les adolescentes qui sont en union et celles âgées de 18-19 ans. En effet, près de 8 adolescentes sur 10 ayant débuté leur fécondité ont au moins 18 ans, et seulement 1,5% des adolescentes sont entrées en vie féconde sans être en union (tableau 3). Le problème d'entrée dans la vie féconde des adolescentes se trouvant dans les deux communes d'étude semble soulever davantage la question d'entrée précoce en union qu'un problème de promiscuité

consécutif au fait de vivre dans des sites d'accueil temporaire des personnes déplacées internes. Parmi les adolescentes en union, 76% sont déjà entrées dans la vie féconde (voir tableau 3).

### ***1.3. Le statut socioéconomique et l'autonomie reproductive des adolescentes déplacées internes en relation avec leur entrée en vie féconde***

Dans le modèle à effets bruts (tableau 4) dans lequel les effets de tous les facteurs ont été évalués de manière indépendante, le fait de ne pas être instruite, le fait de ne pas avoir d'emploi, le degré d'autonomie en matière de PF, l'appartenance à la religion musulmane, le fait d'être en union, le degré de connaissance de la PF, l'utilisation actuelle de la contraception moderne, et l'âge étaient associés à une probabilité élevée d'entrée en vie féconde chez les adolescentes déplacées internes. Par contre, le niveau de vie du ménage, la commune d'accueil et la région d'origine n'étaient pas associés à l'entrée en vie féconde chez les adolescentes déplacées internes.

**Tableau 4. Rapports de cotes (OR) de la régression logistique prédisant l'entrée en vie féconde chez les adolescentes déplacées internes âgées de 12-19 ans dans les communes de Kaya et de Kongoussi (Burkina Faso), 2021**

Variables	Effets bruts OR (95% IC)	Modèle 1 OR (95% IC)	Modèle 2 OR (95% IC)	Modèle 3 OR (95% IC)	Modèle 4 OR (95% IC)
Niveau d'éducation					
Non instruite	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00
Instruite	0,50 (0,31-0,79)**	0,48 (0,29-0,79)**	0,52 (0,31-0,87)**	1,27 (0,57-2,85)	1,29 (0,51-3,25)
Niveau de vie du ménage					

Pauvre	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00
Moyen	0,88 (0,46-1,69)	0,99 (0,48-2,02)	1,05 (0,50-2,20)	1,06 (0,33-3,37)	1,08 (0,32-3,69)
Riche	0,68 (0,41-1,10)	0,68 (0,40-1,17)	0,70 (0,40-1,20)	0,53 (0,23-1,23)	0,43 (0,16-1,11)†
Emploi					
N'a pas d'emploi	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00
A un emploi	0,42 (0,22-0,79)**	0,47 (0,24-0,91)**	0,38 (0,19-0,77)**	1,09 (0,34-3,46)	0,93 (0,25-3,45)
Degré d'autonomie en matière de PF					
Faible	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00
Elevée	5,11 (3,19-8,20)***	5,24 (3,21-8,55)** *	5,18 (3,15-8,50)** *	1,53 (0,71-3,28)	1,17 (0,49-2,76)
Commune d'accueil					
Kaya	1,00		1,00	1,00	1,00
Kongoussi	1,30 (0,82-2,06)		1,31 (0,77-2,24)	1,18 (0,53-2,63)	1,31 (0,51-3,38)
Région d'origine					
Centre-Nord	1,00		1,00	1,00	1,00

Autres régions	0,86 (0,55-1,35)	0,84 (0,51-1,39)	0,72 (0,33-1,58)	0,63 (0,26-1,51)
Religion				
Musulmane	1,00	1,00	1,00	1,00
Chrétienne	0,35 (0,13-0,91)*	0,45 (0,16-1,31)	0,88 (1,16-4,87)	0,42 (0,06-2,86)
Statut matrimonial				
Non en union	1,00		1,00	1,00
En union	206,00 (71,20-596,00)** *		196,80 (62,17-602,96)** *	71,64 (20,25-253,46)** *
Degré de connaissance de la PF				
Faible	1,00			1,00
Élevé	10,61 (6,26-17,96)***			2,27 (0,92-5,59)†
Utilisation de la contraception moderne				
Non	1,00			1,00
Oui	20,72 (9,26-46,35)***			6,66 (1,84-24,11)**
Age				

12-17 ans	1,00	1,00
	37,04 (20,01-	4,93 (1.97-
18-19 ans	68,54)***	12,32)**

Les modèles des effets bruts incluent une seule variable indépendante à la fois.

*Modèle 1* : niveau d'éducation + niveau de vie du ménage + emploi + degré d'autonomie en matière de PF

*Modèle 2* : Modèle 1 + commune d'accueil + région d'origine + religion

*Modèle 3* : Modèle 2 + statut matrimonial

*Modèle 4* : Modèle 3 + degré de connaissance de la PF + utilisation de la contraception moderne+âge

†  $p < 0.10$  ; \*  $p < 0.05$  ; \*\*  $p < 0.01$  ; \*\*\*  $p < 0.001$ .

Dans le modèle 1 dans lequel les effets des mesures du statut socioéconomique et de l'autonomie reproductive ont été simultanément évalués, le fait de ne pas être instruite, le fait de ne pas avoir d'emploi et le degré d'autonomie en matière de PF étaient associés à une probabilité accrue d'entrée en vie féconde chez les adolescentes déplacées internes (modèle 1, tableau 4). Par contre, le niveau de vie du ménage n'était pas associé à l'entrée en vie féconde chez les adolescentes déplacées internes.

Le contrôle des variables contextuelles (commune d'accueil, région d'origine et religion) n'a pas modifié les effets des mesures du statut socioéconomique (niveau d'éducation et emploi) et de l'autonomie en matière de PF sur l'entrée en vie féconde chez les adolescentes déplacées internes (modèle 2, tableau 4). Un ajustement supplémentaire en fonction du statut matrimonial a complètement éliminé les effets des mesures du statut socioéconomique (niveau d'éducation et emploi) et du degré d'autonomie en matière de PF (modèle 3, tableau 4), ce qui suggère que le statut matrimonial médiate l'effet de ces variables. L'analyse multivariée prenant en compte le statut matrimonial confirme les présomptions de relations observées au niveau de l'analyse descriptive. Ce sont les adolescentes en union qui ont plus de chance d'entrer dans la vie féconde.

Le modèle 4 dans lequel toutes les variables indépendantes ont été contrôlées, le statut matrimonial, l'utilisation actuelle de la contraception moderne et l'âge étaient associés à l'entrée en vie féconde chez les adolescentes déplacées internes (modèle 4, tableau 4). En effet, les adolescentes en union ont 71,6 fois plus de chance de débiter une vie féconde que celles non en union. De même, les adolescentes âgées entre 18 et 19 ans ont 4,9 fois plus de chance d'entrer en vie féconde que celles moins âgées (12-17 ans). Les adolescentes qui utilisaient les méthodes contraceptives modernes au moment de l'enquête avaient 6,7 fois plus de chance d'entrer en vie féconde que celles qui n'en utilisaient pas.

## **2. Discussion**

L'objectif de cette étude était d'examiner la relation du statut socioéconomique (mesuré par le niveau d'éducation, le niveau de vie du ménage et l'emploi) et de l'autonomie reproductive avec l'entrée en vie féconde chez les adolescentes déplacées internes dans les communes de Kaya et Kongoussi (Burkina Faso), et identifier les principaux mécanismes qui se cachent derrière cette relation. Une proportion importante (26,5%) des adolescentes déplacées internes des deux communes ayant débuté leur vie féconde a été observée. De même, on a trouvé une proportion élevée d'adolescentes déplacées internes qui vivaient en couple (33,7%), ce qui témoigne de la forte prévalence des mariages précoces dans les sites d'étude.

Comme suggéré par certaines études, la vulnérabilité accrue des familles en situation de crise du fait de l'insécurité physique et économique peut renforcer ou éroder les normes sociales existantes, y compris celles relatives au mariage précoce (Greene & and Stiefvater, 2019; Schlecht, Rowley, & Babirye, 2013). En réaction aux changements de circonstances et d'insécurité, les filles elles-mêmes peuvent être enclines à se marier précocement (Knox, 2017). Donc, le fait de vivre dans une situation de déplacement forcé pourrait avoir accru la vulnérabilité des adolescentes au mariage précoce qui, en retour, peut contribuer de manière importante au niveau élevé de leur entrée en vie féconde.

Comme on pouvait s'y attendre, les mesures du statut socioéconomique notamment le niveau d'éducation et l'emploi sont

négalement associées à l'entrée en vie féconde chez les adolescentes déplacées internes. Par contre, nos analyses ont montré que l'autonomie en matière de PF était positivement associée au début de la vie féconde des adolescentes déplacées internes. Ce résultat inattendu pourrait s'expliquer par le fait que les adolescentes déplacées internes ayant une autonomie élevée en matière de PF sont plus nombreuses à être en union et donc plus exposées aux rapports sexuels et aux grossesses. Cela se justifie aussi par le fait que l'entrée en union est généralement suivie de grossesse, sinon même l'inverse. En effet, l'union conjugale est considérée dans les sociétés africaines comme le cadre légitime de la sexualité et de la procréation (Mondain et al., 2005). C'est ainsi que la venue d'un enfant est immédiatement souhaitée après le mariage (Bajos et al., 2013).

Par ailleurs, nous avons trouvé que les effets du niveau d'éducation, de l'emploi et de l'autonomie en matière de PF sont devenus non significatifs après le contrôle du statut matrimonial dans les modèles, ce qui suggère que ces trois variables influencent l'entrée des adolescentes déplacées internes dans la vie féconde sous l'effet du statut matrimonial.

Dans le modèle saturé (modèle 4, tableau 4), le statut matrimonial, l'utilisation actuelle de la contraception moderne et l'âge sont restés significativement associés à l'entrée en vie féconde chez les adolescentes déplacées internes. Les filles mariées précocement ont généralement peu de chances d'influer sur la prise de décision concernant le report d'une grossesse ou l'utilisation des méthodes contraceptives. Des résultats similaires ont été trouvés dans d'autres travaux antérieurs (Baya et al., 2017). Pour ce qui concerne l'âge de l'adolescente, le résultat corrobore ceux d'autres études et s'expliquerait par le fait que les plus âgées ont une forte chance d'être en union et donc sont beaucoup plus exposées aux rapports sexuels (Baya et al., 2017; Delaunay & Guillaume, 2007).

## **Conclusion**

Cette étude visait à examiner la relation du statut socioéconomique (mesuré par le niveau d'éducation, le niveau de vie du ménage et l'emploi) et de l'autonomie reproductive avec l'entrée en vie féconde chez les adolescentes déplacées internes dans les

communes de Kaya et Kongoussi (Burkina Faso), et identifier les principaux mécanismes qui se cachent derrière cette relation.

À ce jour, la plupart des études sur la fécondité des adolescentes réalisées en Afrique subsaharienne se sont focalisées sur les adolescentes en contexte général et non pas sur les populations vulnérables en l'occurrence les adolescentes en situation de déplacement forcé. À cet égard, la présente étude comble une lacune importante en analysant les effets des mesures du statut socioéconomique et de l'autonomie reproductive sur l'entrée en vie féconde chez les adolescentes déplacées internes au Burkina Faso.

Le niveau d'éducation et l'emploi sont négativement associés à l'entrée des adolescentes déplacées internes dans la vie féconde, et que ces variables influencent la fécondité des adolescentes sous l'effet des variables intermédiaires notamment le statut matrimonial. Bien qu'une description exhaustive de tous les mécanismes reliant le statut socioéconomique et l'entrée en vie féconde n'ait pas été identifiée dans cette étude, nous pensons que les actions en faveur de l'amélioration des ressources des adolescentes déplacées internes, notamment l'éducation et l'indépendance économique, ainsi que celles visant à prévenir le mariage précoce chez les adolescentes pourraient prévenir leur entrée précoce en vie féconde. Toutefois, cette étude comporte des limites qu'il convient de souligner.

Premièrement, bien que certains résultats de cette étude soient conformes avec la littérature antérieure, leur généralisation peut être limitée parce que notre échantillon d'analyse n'est pas représentatif de la population générale des adolescentes déplacées internes au Burkina Faso.

Le meilleur test serait une réplique de ces résultats avec des données provenant d'échantillons plus représentatifs. La deuxième limite majeure est que les données utilisées dans cette étude sont transversales, ce qui ne permet pas d'apparier dans le temps l'entrée en vie féconde et l'arrivée dans les sites d'accueil temporaire, mais aussi limite notre capacité à comprendre la direction des relations entre les variables. Des données longitudinales et une analyse biographique dans une étude future pourraient approfondir cette compréhension.



## Remerciements

Nous remercions le Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI-Canada) pour avoir financé la collecte des données utilisées par cette étude (numéro de subvention 109480-001).

## Références bibliographiques

Africa, T., 2019, *Étude exploratoire sur la prévention et l'élimination des violences basées sur le genre au Burkina Faso: les régions des Cascades, du Centre-Nord, du Nord, du Plateau Central et des Hauts-Bassins*, Retrieved from Dakar, Sénégal:

AYUBA Ibrahim Isa, GANI Owoeye, 2012, "Outcome of teenage pregnancy in the Niger delta of Nigeria", *Ethiopian Journal of Health Sciences*, 22, 45–50.

BAHAN Dalomi et DRAMANI Latif, 2019, "Socioeconomic Status and Fertility Decline in Burkina Faso, 2003-2015", *Applied Economics and Finance*, 6(2), p. 56-70.

BAJOS Nathalie, TEIXEIRA Maria, ADJAMAGBO Agnès, FERRAND Michèle, GUILLAUME Agnès, et ROSSIER Clémentine, 2013, "Tensions normatives et rapport des femmes à la contraception dans 4 pays africains", *Population*, 68(1), p. 17–39.

BARMAO-KIPTANUI Catherine, KINDIKI Jonah Nyaga et LELAN Joseph K., 2015, "Impact of teenage motherhood on the academic performance in public primary schools in Bungoma county, Kenya", *International Journal of Educational Administration and Policy Studies*, 7, p. 61–71.

BARROY Helene, CORTEZ Rafael, LE JEAN Nora, WANG Hui, 2016, *Addressing adolescent sexual and reproductive health in Niger*, Retrieved from Washington, USA:

BAYA Banza, SANE/CONGO Aïssata, BERE Bernard, BAZONGO Baguinébié, OUEDRAOGO Mady, DINDANE Issaka, ZONGO Issa, SAWADOGO Soumaila, NIGNAN Gafarou, GUENE Jean-Louis, et GUIGMA Gilbert, 2017, *Profil des adolescents et facteurs de leur entrée en vie féconde au Burkina Faso: Analyse thématique approfondie des données d'enquêtes*. Retrieved from Ouagadougou. BEGUY Donatien, NDUGWA Robert et KABIRU Caroline W., 2013, "Entry into motherhood among adolescent girls

in two informal settlements in Nairobi, Kenya", *Journal of Biosocial Science*, 45, p. 721–742.

BONGAARTS John, 1978, A framework for analyzing the proximate determinants of fertility. *Population and Development Review*, 4(1), 105-132.

DELAUNAY Valérie et GUILLAUME Agnès, 2007, "Sexualité et mode de contrôle de la fécondité chez les jeunes en Afrique subsaharienne", In A. Adjamagbo, P. Msellati, & P. Vimard (Eds.), *Santé de la reproduction et fécondité dans les pays du Sud : nouveaux contextes et nouveaux comportements*, p. 211-263, Louvain-la-Neuve (BEL), Marseille, Academia Bruylant, LPED.

EXAVERY Amon, KANTE Almamy Malick, MREMA Sigilbert, PHILLIPS James F., et MASANJA Honorati, 2016, Multilevel analysis of childbearing in childhood in Tanzania's Rufiji District. *Maternal and Child Health*, 20, 447–455.

GREENE Margaret E., et STIEFVATER Ellen, 2019, *Social and gender norms and child marriage: A reflection on issues, evidence and areas of inquiry in the field*. Retrieved from ALIGN: London:

HENRY Paule Elise, TOE Christiane, et OUEDRAOGO Julie Rose, 2016, *Institutions Sociales et Égalité Femmes-Hommes au Burkina Faso: Document annexe à l'étude pays SIGI*, Retrieved from Paris:

INSD., & ICF, 2022, *Enquête Démographique et de Santé du Burkina Faso 2021*, Retrieved from Ouagadougou, Burkina Faso & Rockville, Maryland, USA.

IVANOVA Olena, RAI Masna, et KEMIGISHA Elizabeth, 2018, A Systematic Review of Sexual and Reproductive Health Knowledge, Experiences and Access to Services among Refugee, Migrant and Displaced Girls and Young Women in Africa. *International Journal of Environmental Research and Public Health*, 15(1583).

JEWKES Rachel, VUNDULE Caesar, MAFORAH Fidelia, et JORDAAN Esmé, 2001, Relationship dynamics and teenage pregnancy in South Africa. *Social Science and Medicine*, 91(52), 733–744.

KNOX Sonya E.M., 2017, How they see it: Young women's views on early marriage in a post-conflict setting. *Reproductive Health Matters* 25(sup1), 25(sup1), p. 96-106.

MOHR Rebekah, CARBAJAL Jose, et SHARMA Sharma Bonita B., 2019, "The Influence of Educational Attainment on Teenage Pregnancy in Low-Income Countries: A Systematic Literature Review", *Journal of Social Work in the Global Community*, 4, 19–31.

MONDAIN Nathalie., DELAUNAY Valérie, et ADJAMAGBO Agnès, 2005, "Maternité et mariage en milieu rural sénégalais : Quel avenir pour les mères célibataires? Santé de la reproduction au Nord et au Sud. De la connaissance à l'action", *Actes de la chaire Quetelet 2004*, p. 111-130.

NEAL Sarah E., CHANDRA-MOULI Venkatraman, et CHOU Doris, 2015, Adolescent first births in East Africa: Disaggregating characteristics, trends and determinants. *Reproductive Health*, 12, p. 1-13.

OCDE, 2018, *Etude Pays SIGI-Burkina Faso*, Retrieved from Paris:

OCHA, 2020, *Burkina Faso : situation des personnes déplacées internes* [<https://www.humanitarianresponse.info/fr/operations/burkina-faso>]: OCHA.

OCHA, 2023, *Burkina Faso : Aperçu des personnes déplacées internes (31 mars 2023)*, Retrieved from.

ODEJIMI Opeyemi et BELLINGHAM-YOUNG Denise, 2004, "A policy pathway to reducing teenage pregnancy in Africa", *Journal of Human Growth and Development*, 24(2), 135-141.

OKANLAWON Kehinde, REEVES Mantue, et OPEYEMI F. Agbaje, 2010, "Contraceptive use: knowledge, perceptions and attitudes of refugee youths in Oru Refugee camp", Nigeria 14(4 Special no.), *African Journal of Reproductive Health*, 14(4 Special no.), p. 16-25.

ONADJA Yentéma, TCHOUAKET NGUEMELEU Eric, SIA Drissa, SAWADOGO Pengdewende Maurice, BASSINGA Gaëtan, GNAMBANI Asse, et SANGLI Gabriel, 2024, "Level and factors associated with entry into motherhood among adolescents in a crisis context: Case of internally displaced adolescent girls in Kaya and Kongoussi communes, Burkina Faso", *African Journal of Reproductive Health*, 28(8s), 145-154.

SCHLECHT Jennifer, ROWLEY Elizabeth, et BABIRYE Juliet, 2013, "Early relationships and marriage in conflict and post-conflict settings: Vulnerability of youth in Uganda", *Reproductive Health Matters*, 21(41), 234-242.

SULLY Elizabeth A., BIDDLECOM Ann, DARROCH Jacqueline E., RILEY Taylor, ASHFORD Lori S., LINCEDEROCHE Naomi, FIRESTEIN Lauren, et MURRO Rachel, 2020, *Adding It Up: Investing in Sexual and Reproductive Health 2019*, Retrieved from New York:

VOKOUMA Jocelyne, 2018, *Étude pays SIGI-Burkina Faso, Rapport d'enquête qualitative*, Retrieved from Paris:

WOOD Kate et JEWKES Rachel, 2006, "Blood blockages and scolding nurses: Barriers to adolescent contraceptive use in South Africa", *Reproductive Health Matters*, 14(27), 109–118.

## Table des matières

Partir de l'Ubuntu pour penser l'éducation à la paix en situation d'urgence avec Joseph KI-ZERBO ... OUATTARA Mahama.....	25
La main d'œuvre tchadienne dans la construction du chemin de fer Congo-océan de 1925 à 1934 ... ABAKAR KASSAMBARA Abdoulaye, MEY MAHAMAT Mahamat, OUSMAN ABAKAR Goni .....	45
Lire la traduction ou la différence : du paratexte au contenu de Born on a Tuesday et Né un mardi ... AKPAOU Tchasse.....	69
Statut socioéconomique, autonomie reproductive et fécondité des adolescentes déplacées internes au Burkina Faso ... ONADJA Yentéma.....	91
La médiathèque municipale de Ouagadougou, une opportunité de lecture pour la jeunesse ... BAKIONO André Ibourpin Négawalzoum .....	117
Peuplement gurunsi au Moogo précolonial (XV <sup>e</sup> - fin XIX <sup>e</sup> siècles) : causes, itinéraires, établissement et intégration ... OUÉDRAOGO Wendlarima Hyacinthe, KONSEIBO Windpouiré Isidore .....	133
L'Afrique face aux altérités des années de crises : analyse de quelques continuités et discontinuités démographiques du XVI <sup>e</sup> au XXI <sup>e</sup> siècle ... KEITA Fodé Bangaly .....	159
Quête de stratégies de résilience des femmes lobi, Birifor et Dagara face au nouveau mode de l'orpaillage au sud-ouest du Burkina Faso ... DAH Nonna Anne, SOW Jacqueline, SANON Vincent-Paul, TOE Patrice.....	177
L'agriculture urbaine : un levier multifonctionnel pour le développement des quartiers de la ville de Conakry ... TRAORÉ Maningbè Kaba, DIALLO Sara Baïlo, DIALLO Alpha Issaga Pallé .....	201
La discussion comme mode d'apprentissage du philosophe ... KABORÉ Calixte .....	225

Le sens du bonheur comme co-construction d'un dynamisme socio-politique en Afrique ... KONÉ Ibrahim .....	245
Burkina Faso: Les Wayignan et les Koglweogo comme stratégies face au terrorisme ... IDO Kouaman.....	261
Formes et manifestations d'engagement du sujet dans Le Sens d'un combat de Norbert Zongo ... TOLOGO Guillaume Ballebê.....	277
Le développement des sms vers une mondialisation de la langue française. Exemples des sms ivoiriens et français ... KEI Joachim, KOUASSI Roland Kouakou.....	295
Critique de la communication-vérité de Habermas à la lumière de R. Rorty ... AKOUTOU Sefounema, AKODJETIN Euloge Franck .....	307
Solidarité autonomisation et engagement associatif : une analyse à partir du cas des personnes en situation de handicap ... N'DA Roseline Gbocho .....	323
Traumatisme psychique infantile et relation de couple ... ADANSIKOU Kouami, ADZODA Eli-kplim Adzo .....	337
La laïcité dans le contexte du terrorisme religieux en Afrique ... OUÉDRAOGO Tégawendé Lazard.....	357
Les modalités du faire, /devoir/et/pouvoir/dans Yassoi refusa l'orange mûre de Nianga de Charles NOKAN ... ASSOH Dingny Yannick.....	383
Les pouvoirs publics à la face la prolifération de l'habitat spontané au Burkina Faso (1991-2022) ... YAMBRESSINGA Guilga François de Paule .....	403
Communication digitale et développement local : comment rendre la participation plus inclusive à l'ère du numérique ? ... MISSEHOUNGBE Pierre-Paul.....	431
Nietzsche ou la fin de la tyrannie des absolus ... SARÉ Sényi .....	449

Représentations linguistiques des locuteurs du tassawaq résidant à Niamey : entre risque de glottophagie et résilience linguistique ... SEYDOU HANAFIOU Hamidou, MALLAM GARBA Maman .....	467
Place de l'agroécologie dans la sécurité alimentaire au Burkina Faso: contribution des maraîchers de la commune rurale de Tanghin Dassouri ... GNOUMOU Gaston, HIEN Yorsaon Christophe, FAYAMA Tionyele .....	503
Investiture coutumière au Núngu : la traditionnalité dans les soubresauts d'une société modern ... LOUARI Yendifimba Dieudonné.....	529
Crise de la COVID-19 et crise de la communication institutionnelle au Burkina Faso ... PARÉ Cyriaque.....	549
Santé sexuelle et reproductive des jeunes hommes au Burkina Faso : caractéristiques et facteurs sociodémographiques associés ... SAWADOGO Nathalie.....	575
Voyages dans l'irréel : Regard croisé des espaces métaphysiques comme objets de narration dans Au Gré du destin de Ansomwin Ignace HIEN et Le Carnaval de la mort de Fidèle ROUAMBA ... BADIÉL Roland.....	603
Performance en mathématiques et perception de compétence des élèves en classe de 4 <sup>ème</sup> au Burkina Faso: étude de deux cas illustratifs dans la ville de Koudougou ... SAWADOGO Mahamady Lèga, YOUGBARE Sébastien, BADOLO Leopold Bawala.....	619
Impact des troubles du langage sur le bien-être psychologique et l'intégration sociale des adolescents: Analyse des facteurs de vulnérabilité ... RAMDE Koudraogo Aimé, YOUGBARE Sébastien.....	639
Quand la femme est discourtoise ... OUATTARA Maténé.....	675